

PARÂIT TOUS LES 15 JOURS
A DISCUTER, A REPRODUIRE,
Abonnement (2 carnets de timbres
pour un an)

Cinquième zone
11, rue S. ALLENDE
92220 BAGNEUX

Déclaration 01/00117P

Site : www.cinquieme-zone.org
Mail :
cz.courrier@cinquieme-zone.org

10 octobre 2004
N°179

CINQUIÈME ZONE

ABONNEMENTS

- 1) Je désire recevoir 1, 2 ou 3 exemplaires de *Cinquième zone* à chaque parution (ci-joint 2 carnets de timbres).
- 2) Je souhaite entrer en contact avec *Cinquième zone*.

Nom :

Prénom :

Téléphone :

Adresse :

LES NOUVEAUX MAÎTRES-CHANTEURS

Une nouvelle forme de délinquance fait des victimes par dizaines de milliers : le chantage à la délocalisation.

Du point de vue du patron maître-chanteur, même quand il n'a pas l'intention de délocaliser, c'est la poule aux œufs d'or : si vous n'acceptez pas de travailler gratuitement une heure de plus par semaine (Bosch à Lyon), ou quatre heures de plus par semaine (métallurgie allemande), ou une « diminution des coûts » de 30% (Volkswagen), on délocalise ! Pareil chez Wanadoo (et tant d'autres !) où avec le même chantage, la direction oblige les employés à travailler tard le soir ou le week-end et toujours plus vite quelle que soit l'heure.

Pourtant, il ne s'agit pas toujours d'un chantage et nombre d'entreprises délocalisent réellement en licenciant : 400 emplois de chez STMicroelectronics transférés de Rennes à Singapour, 248 de chez Facom (Val de Marne) vers Taïwan, 400 chez Thomson (Côte-d'Or) vers la Chine, etc. Ce qui pousse les patrons à déménager leurs entreprises est facile à comprendre : l'appât du gain. Ils trouvent en Europe de l'Est, au Maghreb et dans beaucoup de pays asiatiques une main d'œuvre abondante et compétente : il y a plus d'ingénieurs informaticiens dans le Bangalore en Inde que dans la Silicon Valley de Bill Gates. Et surtout, une main d'œuvre mal payée. Le salaire annuel moyen d'un ingénieur indien est de 6 000 €, cinq à dix fois moins que celui de son équivalent européen ou américain. Celui de l'employé d'un centre d'appel téléphonique au Maroc est de 400 € pour 44 heures (contre 1 100 € pour 35 heures en France). Les patrons ont vite fait leurs comptes !

Pourtant, maudire les délocalisations ne suffit pas. Les grandes entreprises, celles de l'industrie mais aussi souvent celles de services, ont atteint des dimensions telles qu'il leur faut trouver des centres de production et des débouchés au niveau continental et même planétaire. Rendre responsables les seules délocalisations et

la mondialisation des maux qui frappent les salariés n'aurait pas plus de sens que n'en avait la révolte des Canuts lyonnais qui, au XIX^e siècle, jetaient dans le Rhône les métiers à tisser la soie coupables de « leur prendre leur travail ». Leur colère était compréhensible. Mais leur combat contre le machinisme ne pouvait, à terme, qu'être perdu. On ne fait pas tourner la roue de l'histoire à l'envers et, pour en finir avec l'exploitation, c'est le système lui-même qu'il faut révolutionner.

En outre, les activités apportées par l'implantation d'entreprises contribuent à faire démarrer l'économie des pays pau-

vres. La Corée du Sud, était il y a trente ans un pays sous-développé.

Bénéficiant des délocalisations (qu'on n'appelait pas encore ainsi) des industries textiles, du jouet, de la construction navale puis de l'électronique, etc... le pays s'est enrichi et la Corée est à son



tour frappée par des délocalisations vers des pays où la main d'œuvre est moins chère: son PIB par habitant représente aujourd'hui presque les deux tiers de celui de la France (alors qu'il était en 1974 de 480 \$ par habitant, 12 fois moins que la France). Les ouvriers y sont nombreux et combatifs. Même s'ils sont durement exploités et s'il reste beaucoup à faire, leur sort est sans commune mesure avec ce qu'il était il y a trente ans.

Alors, n'y a-t-il rien à faire, qu'à attendre que la main invisible et impitoyable du marché fasse son œuvre ? Non, évidemment. L'issue consisterait à prendre modèle sur ce que font les multinationales : poser les problèmes au niveau mondial. Se défendre ici, oui ! Mais aussi partout où le patronat est à l'offensive et savoir que, même si ça peut sembler paradoxal, la défense du niveau de vie des peuples des pays riches passe par la lutte pour l'élévation du niveau de vie de ceux des pays pauvres. Quelle que soit leur « patrie », les exploités sont tous sur la même galère

Les enseignants d'un collège d'une ville de Normandie sont désespérés et furieux : un de leurs élèves, sans papiers, est menacé d'une prochaine expulsion. L'un des profs de l'élève M. fait circuler le texte suivant :

AU REVOIR LES ENFANTS...

Eduquer les mineurs étrangers pour mieux les renvoyer ?

Veni, vidi,partis ? En quelques mois, M., trouvé sur un quai de gare et ne parlant pas un mot de français, a tout reçu d'une République fraternelle et chaleureuse : un foyer, des cours de français langue étrangère, un encadrement attentif. En septembre, après avoir réussi l'exploit de rattraper le niveau de Troisième, M. peut espérer un avenir différent : une filière professionnelle, un métier de cuisinier, une intégration réussie. Las, M. vient d'avoir 18 ans. Et la République qui l'a si bien accueilli en son sein, va du jour au lendemain le reconduire fraternellement à la frontière. Car comme au Monopoly, entre le statut de mineur et celui de demandeur d'asile, on ne passe pas par la case départ, on monte directement dans l'avion. Alors à quoi riment tous ces dispositifs éducatifs, et les budgets associés, si les mineurs étrangers méritants n'ont même pas une chance ? Ainsi l'accueil de la France est pour eux comme ces rasoirs à double lame : la première lame redresse le poil de l'espérance, et la seconde lame le tranche net à la racine. Messieurs les Ministres, mettez vous d'accord : ou bien on met les jeunes étrangers en garderie en attendant l'avion, ou bien, si on prend la peine de les enseigner et de les guider vers un possible avenir sur notre territoire, on prend au moins la peine de délibérer avant de les expulser.

LE LIVRET DE FAMILLE

de **MAGYD CHERFY** (Editions Actes-Sud, 9 €)

Dans son livre, "Le Livret de famille", Magyd Cherfy, le chanteur de Zebda, retrace le mal vivre de son enfance et de sa jeunesse dans la cité à Toulouse qu'il appelle le zoo : « A cette époque dans le zoo y avait des filles... Déjà pour les approcher, fallait être un peu fou, un peu en état d'urgence, tout ça à cause de leur frangin, de leur cousin, de leur voisin, de leur copain et de tous ceux qui se mêlaient de c'qui les regardait pas ». C'est aussi un cri de douleur sur l'Afrique : « On est l'échec, on est l'Afrique... » et de révolte contre les fous de dieu, les élites du foot qui se taisent, « ces mercenaires de la thune ». « Le plus tragique, c'est que tous ces footballeurs viennent de familles modestes, ce sont des fils d'immigrés ou, comme dirait la gauche, des fils d'ouvriers, et ils nourrissent à la puissance décuplée un système qui a fait de leurs parents des esclaves. » Bien d'autres sujets sont abordés comme l'explosion de l'usine AZF, mais aussi Voltaire, Rousseau qu'il admire. Un livre chaleureux d'un auteur qui « vole au secours de son histoire » comme il l'a si bien dit.

PATRON ET ASSASSIN

France Inter le 18/09 : Un contrôleur outré : "C'est de pire en pire, ils se croient tout permis, ils nous insultent et nous menacent régulièrement". Une inspectrice des sanglots dans la voix : "Ça devait arriver, moi, souvent, j'ai peur, je n'ose plus y aller seule. De toutes façons, ils ne sont jamais condamnés".

Qui parlent ainsi ? un contrôleur de la RATP ou une fliquette en mission dans les quartiers ? Ni l'un ni l'autre. Les voyous que ces fonctionnaires du Ministère du Travail sont chargés de contrôler, ce sont des patrons.

Interviewés en fin de manif, ces inspecteurs du travail protestaient parce que deux d'entre eux ont été lâchement assassinés par le patron d'une petite entreprise qu'ils venaient contrôler. La presse et la télé n'en ont pas ou très peu parlé.

Ils sont payés pour faire respecter les lois sociales obtenues de haute lutte pour limiter la rapacité des patrons :

Ainsi les inspecteurs du travail doivent vérifier que les travaux ne s'effectuent pas de manière dangereuse pour qu'on ne perde pas notre vie en essayant de la gagner. Ce sont eux également qui vérifient que les horaires légaux, les qualifications sont respectés et les heures supplémentaires payées. Enfin ils sont chargés de s'assurer que les patrons n'emploient pas au black des travailleurs payés une poignée de cerises.

Qu'un patron cinglé tire sur des fonctionnaires de l'Etat pour échapper à un contrôle, en dit long. Chômage massif, explosion du travail précaire (CDD, temps partiel non choisi), licenciement abusif, sont devenus quasiment la norme. A ce compte là, certains patrons se croient tout permis, ils se sentent encouragés par les gouvernements qui depuis des années détricotent toute la protection sociale (retraite, sécu, droit du travail, 35 H).

COURRIER D'UNE LECTRICE

Merci de m'adresser 5° zone [par Internet].

Je voudrais dire un mot sur un "fait divers" dont on a peu parlé : l'horreur qui s'est passée à Asucion, au Paraguay : 600 morts (ou plus) grillés dans un centre commercial parce qu'on a fermé les portes pour qu'ils ne partent pas sans payer, qu'ils ne pillent pas....

TOUT CA POUR LE SACRO-SAINT FRIC !

Résultat sensiblement égal, en vies, à la prise d'otages chez les Tchétchènes. Et pourtant, le Paraguay est un pays en PAIX !!! (pas très démocratique, mais en paix)...

Il est vrai que la majorité de la population est indienne...

Je suppose que le directeur du Centre commercial est déjà relâché. Il va pouvoir en rouvrir un autre... Ca donne à penser sur ce qui nous attend, dans nos pays en paix...

Sylvie

POUR RECEVOIR CINQUIEME ZONE ABONNEZ-VOUS

**Deux carnets de timbres à Cinquième zone
11 rue Salvador Allende
92220 BAGNEUX**